

# LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN SAUTE DANS LE 2.0

LE 7 SEPTEMBRE 2010 JULIEN LEYRE

Alors qu'en France nous avons france.fr, l'administration australienne s'est mise à l'heure du web. Elle s'engage, entre autres, à libérer ses données. Des concours de réutilisation sont même lancés pour pousser les australiens à se les approprier.

*Julien Leyre est résident australien d'origine française a initialement publié cet état des lieux du gouvernement 2.0 en Australie sur RegardsCitoyens.org. Il est chargé du dossier Government 2.0 au Department of Primary Industries du gouvernement de l'État de Victoria. Il a écrit cet article en collaboration avec Deborah Peterson, deputy secretary en charge des politiques publiques et de la stratégie.*

Le gouvernement australien **vient d'annoncer ses nouvelles avancées en matière de gouvernement 2.0**. Le 16 juillet 2010, la Ministre des finances et de la dérégulation Lindsay Tanner déclarait ainsi : « le gouvernement australien déclare que, pour promouvoir une plus grande participation démocratique, il s'engage à l'ouverture en développant une culture de l'engagement citoyen, fondée sur une plus grande accessibilité de l'information et des données détenues par l'État, et soutenue par une utilisation innovante de la technologie. ». Cette déclaration s'inscrit dans le cadre d'une série de projets et de déclarations similaires, tant au niveau de l'État fédéral que dans les états fédérés.

La pièce maîtresse de ces développements récents est un rapport remis le 7 décembre 2009 au gouvernement fédéral intitulé **Engage: getting on with government 2.0**. On y trouve 13 recommandations visant à développer l'engagement citoyen via une meilleure utilisation des nouvelles technologies. Parmi les mesures proposées, on trouve la modification du système de droit d'auteur pour les publications administratives, la création d'une autorité chargée d'encadrer le développement du gouvernement 2.0, et diverses mesures ayant pour but de rendre le fonctionnement du service public plus collaboratif et plus transparent. Le gouvernement fédéral a répondu favorablement à ce rapport en approuvant **12 des 13 recommandations**. La première consistait en une déclaration publique d'ouverture gouvernementale, ce qui est désormais chose faite.

Cette politique d'ouverture apparaît ailleurs. Une nouvelle loi sur la liberté de l'information (**Freedom of Information Act**) a ainsi été votée en mai 2010, rendant accessible au public la majorité des données détenues par les agences gouvernementales. En outre, ces agences doivent publier un rapport annuel et un certain nombre d'informations concernant leur organisation interne rapport annuel. De façon générale, il s'agit de sortir d'une culture considérant que toute information doit, par défaut, être tenue secrète.

On trouve un message similaire dans un rapport sur l'avenir du service public intitulé **Ahead of the game (« En avance sur son temps »)**. Celui-ci recommande un meilleur partage de l'information et des données du secteur public, et propose des mécanismes pour en améliorer l'accès. Notons aussi un effort continu vers la réduction des lourdeurs du système bureaucratique et la simplification des procédures de contrôle et de régulation.

## Agir sur les administrations publiques

Le premier champ d'action ainsi défini concerne le mode d'organisation des administrations. Il s'agit de promouvoir l'ouverture en insufflant une nouvelle culture du service public afin de permettre un meilleur partage de l'information, une plus grande participation et un plus grand contrôle des citoyens sur le fonctionnement de leurs institutions.



Plusieurs stratégies sont développées pour y parvenir, à commencer par une présence accrue en ligne des agents de l'État. Ainsi, le **code de conduite des agents du service**

**public australien** comprend depuis 2009 un long paragraphe sur la participation aux discussions et débats en ligne. Des restrictions s'appliquent — confidentialité, respect, impartialité, etc. — mais le texte engage explicitement les agents à participer aux discussions et forums en ligne, et à faire usage de leur expertise pour clarifier les termes du débat tout en se mettant à l'écoute des citoyens.

Des plates-formes web à destination des fonctionnaires sont aussi mises à l'essai. Au niveau fédéral, on peut mentionner le **blog Govspace** qui recense les projets réalisés par le service public australien pour encourager le partage d'expérience et les discussions. De son côté, l'État de Victoria a développé pour ses fonctionnaires l'intranet « VPS Hub » qui permet notamment de former des groupes d'intérêt, de lancer des projets communs ou de participer à des forums sur des thèmes transversaux entre divers services, sans passer par les hiérarchies et les divisions bureaucratiques traditionnelles.

## Ouvrir les données du service public

Mais le champ d'action ne se limite pas à la gouvernance des administrations. Un point central du rapport sur le Gouvernement 2.0 invite à considérer les données et les informations détenues par les administrations publiques comme une ressource nationale, source de valeur potentielle, et dont il convient de faire bénéficier l'ensemble du pays. Rapports, statistiques et projets doivent être accessibles pour que le public puisse analyser et éventuellement critiquer les mauvaises pratiques, mais aussi à des fins de recherche ou pour leur réutilisation par quiconque le souhaiterait.

Un tel changement n'est pas simple : traditionnellement, toutes les publications gouvernementales australiennes sont strictement protégées par le régime du 'crown copyright' (ou copyright de la couronne) qui interdit de les reproduire ou les réemployer sans en demander la permission, un processus long pour le demandeur et coûteux pour l'État. Le gouvernement fédéral ainsi que l'État de Victoria ont dorénavant **donné leurs accords de principe** pour que tout document développé par le service public soit désormais publié par défaut sous une licence libre autorisant le partage et la réutilisation (**CC-BY**) dont un groupe d'étude envisage les modalités précises d'application. C'est déjà sous ce régime qu'a été publié le budget fédéral 2010 - 2011 ainsi que l'essentiel des jeux de données sur la version beta du **data.australia.gov.au**.

Deux agences à mission plus scientifique – l'**Australian Bureau of Statistics** et **Geoscience Australia** – publient déjà la plupart de leurs documents sous cette licence. L'extension de ce régime à des données culturelles (musées, télévisions publiques, ...) est également à l'étude.

Pour répondre aux questions d'accessibilité, **le gouvernement propose par ailleurs un formatage systématique en HTML plutôt qu'exclusivement en PDF**, permettant ainsi la lecture automatique. Citons également l'initiative de la capitale fédérale Canberra avec le site **Daily on Demand**, qui donne accès individuellement aux interventions des parlementaires sous format vidéo.

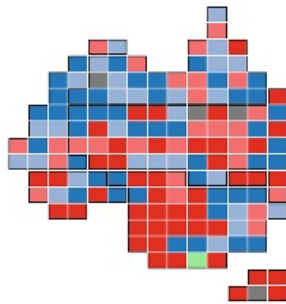
## Encouragement à l'e-participation

## ELECTION DASHBOARD

100% BOOTHS REPORTING    150 SEATS    14,086,260 VOTERS    1198 CANDIDATES

### CHANGE CARTOGRAM VIEW

ALL    KEY    NSW    VIC    QLD  
 WA    SA    ACT    TAS    NT



### ENTER POSTCODE / ELECTORATE

THE ABOVE CARTOGRAM OF AUSTRALIAN ELECTORAL DIVISIONS IS BASED ON THE 2009 REDISTRIBUTION. EACH BLOCK REPRESENTS AN ELECTORATE. THE SEATS TABLE TO THE LEFT IS UPDATED BY A LIVE FEED FROM THE AEC AS THE

### STATE OF THE PARLIAMENT



### SEATS AND CANDIDATES 2010

HOVER TO PAUSE. CLICK ON TO PROCEED

#### LABOR SEATS

##### COMPAGNER

FP	TPP	CANDIDATES
44.6%	51.2%	<input checked="" type="checkbox"/> Chris HAYES
43.4%	48.8%	<input type="checkbox"/> Thomas DANG

##### GRAYNDLER

FP	TPP	CANDIDATES
51.4%	57.9%	<input checked="" type="checkbox"/> Anthony ALBANESE
36.3%	42.1%	<input type="checkbox"/> Sam BYRNE

##### GREENWAY

FP	TPP	CANDIDATES
47.9%	62.4%	<input checked="" type="checkbox"/> Michelle ROWLAND
31.3%	37.8%	<input type="checkbox"/> Jaymes DIAZ

##### HUNTER

FP	TPP	CANDIDATES
45.8%	54.2%	<input checked="" type="checkbox"/> Joel FITZGIBBON
43.9%	48.8%	<input type="checkbox"/> Michael WAINMAN

#### COALITION SEATS

##### FADDEN

CANDIDATES	FP	TPP
<input checked="" type="checkbox"/> Stuart ROBERT	58.3%	64.3%
<input type="checkbox"/> Rana WATSON	27.3%	35.7%

##### FAIRFAX

CANDIDATES	FP	TPP
<input checked="" type="checkbox"/> Alex SOMLYAY	49.5%	57%
<input type="checkbox"/> Dan McINTYRE	27.3%	43.1%

##### FISHER

CANDIDATES	FP	TPP
<input checked="" type="checkbox"/> Peter SLIPPER	46.5%	54.2%
<input type="checkbox"/> Chris CUMMINS	30.3%	45.8%

##### GROOM

CANDIDATES	FP	TPP
<input checked="" type="checkbox"/> Ian MACFARLANE	61.3%	68.5%
<input type="checkbox"/> Peter WHELAN	33.7%	31.4%

Signalons enfin des initiatives visant plus directement la participation du public. Plusieurs juridictions organisent des concours de réutilisation – ou mashup – des données ouvertes par le service public. On peut mentionner aussi des initiatives comme **Fix My Street** dans la capitale fédérale, qui permet de signaler directement les problèmes de voirie au conseil municipal, à l'image du projet citoyen de mySociety en Angleterre. Dans l'Australie de l'ouest, le **Shared Land Information Platform** (« plate-forme d'information géographique partagée »), recense l'essentiel des données géographiques et propose des exemples de réutilisation en vue de nouveaux **mash-ups** comme le projet primé **LobbyLens**.

Les citoyens se saisissent progressivement également de ces pratiques et viennent les enrichir avec **diverses initiatives** invitant au dialogue comme la plateforme de commentaire **OurSay.org**, ou proposant un regard sur les événements de la vie démocratique avec par exemple **OpenAustralia.org**, **myPolitician.com.au** et diverses expériences liées aux récentes élections comme **Aussies Vote** ou encore la reprise du projet anglais **ElectionLeaflets.org.au**.

Mentionnons pour finir l'initiative de la région métropolitaine de Melbourne : le plan de développement décennal 2010 - 2020, *Future Melbourne*, a été proposé aux commentaires du public sous la forme d'un **wiki**. Le site web offrait également la possibilité de poster des commentaires sur un blog ou, plus original, d'imaginer des 'scénarios futurs' pour le grand Melbourne.

Il est encore tôt pour juger du succès de ces développements récents et de leurs effets sur la vie démocratique : le développement du gouvernement 2.0 va-t-il permettre une meilleure participation des citoyens à la vie démocratique, ou conduire au contraire à une surreprésentation de certains segments de la société, mieux connectés, plus riches et plus éduqués ? La transformation proposée du service public produira-t-elle des agents de l'État plus en phase avec leurs administrés ou surchargera-t-elle de travail les services publics ? Quoi qu'il en soit, ces récents développements placent l'Australie parmi les pionniers dans ce domaine, et ceux qui s'intéressent à l'influence d'internet sur le développement des institutions démocratiques peuvent garder un œil attentif sur les Antipodes.

Pour en savoir plus (en anglais) :

**eGov AU — Does Gov 2.0 require government leadership or participation?**

**ePSIPlatform — State of Play: PSI Reuse in Australia**

**Victoria eGov — Government 2.0 Action Plan Victoria**

Cet article sous CC-by-sa initialement publié sur **Regardscitoyens.org**

le 7 septembre 2010 - 8:38 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*j'avais lu pas mal de choses sur l'Australie qui cherchait à filtrer l'Internet emboitant le pas à la Chine et la Corée du Nord:  
[http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/01/02/l-australie-s-apprete-a-filtrer-internet\\_1137146\\_651865.html](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/01/02/l-australie-s-apprete-a-filtrer-internet_1137146_651865.html)*

*qu'en est il exactement de ce projet guère réjouissant ?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### JULIEN LEYRE

le 7 septembre 2010 - 8:50 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Le projet de filtre existait en effet; il a suscité beaucoup de débats à l'intérieur du pays. Il reste pour l'instant à l'état de projet.*

*Un nouveau gouvernement vient d'être formé, formé par une coalition de travaillistes, de verts et d'indépendants. Il est vraisemblable (mais non certain) que le projet de filtre soit abandonné par ce nouveau gouvernement.*

*Pour en savoir plus, il existe une page wikipedia (en anglais) sur le sujet:  
[http://en.wikipedia.org/wiki/Internet\\_censorship\\_in\\_Australia](http://en.wikipedia.org/wiki/Internet_censorship_in_Australia)*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### ALLEGRO MIESZKANIA

le 4 janvier 2012 - 21:24 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*I as well as my guys ended up checking out the best secrets located on your site while instantly I got an awful feeling I never expressed respect to the web site owner for those secrets. These guys had been so stimulated to read through all of them and have in effect without a doubt been taking advantage of them. Appreciate your being simply helpful and then for picking out certain wonderful ideas millions of individuals are really desperate to know about. My honest regret for not expressing appreciation to earlier.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE